

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 4-8 juin 2007

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2007/9-B/3
18 mai 2007
ORIGINAL: FRANÇAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10608.0

Assistance alimentaire ciblée en faveur des victimes des violences armées et autres groupes vulnérables

Nombre de bénéficiaires (par année)	1 ^{re} année: 1 120 690 2 ^e année: 2 159 950 3 ^e année: 1 765 980
Nombre total de bénéficiaires (sur 30 mois)	3 367 770 (66 pour cent de femmes)
Durée de l'intervention	30 mois (1 ^{er} juillet 2007–31 décembre 2009)
Quantité de produits alimentaires	210 084 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	71 830 601
Coût total pour le PAM	230 874 212

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

RESUME

Depuis 1996, la République démocratique du Congo a été la proie de conflits armés qui ont plongé le pays dans une profonde crise économique et sociale et accéléré l'appauvrissement et la détérioration des conditions de vie des plus vulnérables. Plus du tiers des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique (retard de croissance) et 13 pour cent, de malnutrition aiguë globale¹. Avec un produit intérieur brut par habitant de 119 dollars des États-Unis, le pays se classe en 167^e position sur 177 pays selon l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement².

Malgré le processus de paix qui a abouti fin 2006 aux élections présidentielles, législatives et locales, le pays continue d'être le théâtre de conflits sanglants, particulièrement dans l'est. Ces événements demeurent une source d'instabilité et freinent le retour des déplacés et des réfugiés. La communauté humanitaire a donc élaboré un Plan d'action humanitaire 2007, dont l'objectif est de porter secours aux victimes des crises et de favoriser le retour à la vie normale, là où cela est possible.

Dans cette perspective, le rôle primordial du PAM sera de répondre aux urgences, nouvelles ou en cours, et d'organiser progressivement des activités de redressement. Le PAM apportera en priorité son soutien aux victimes des violences armées, à savoir les personnes déplacées et rapatriées³, en particulier les femmes et les enfants. Cette intervention prolongée de secours et de redressement sera concentrée géographiquement dans les zones exposées à une grave insécurité alimentaire, notamment dans l'est du pays et au Katanga. Le PAM a fermé plusieurs de ses bureaux auxiliaires dans des zones exposées à une moindre insécurité alimentaire et prévoit de réduire le niveau de son aide en 2009.

Le projet d'IPSR a été élaboré en conformité avec les priorités définies en concertation avec le Gouvernement, les orientations stratégiques du Plan d'action humanitaire, le Cadre d'assistance de pays et les recommandations faites fin 2006 par la mission conjointe d'évaluation des besoins. Il répond également aux Objectifs stratégiques 1, 2, 3, 4 et 5 du PAM. Le Programme assurera également la coordination et l'amélioration des capacités logistiques, ainsi que la promotion des achats locaux, afin de réduire les coûts logistiques et de contribuer à la relance de l'économie agricole.

Au total, de juillet 2007 à décembre 2009, le PAM fournira 210 084 tonnes de vivres à 3 367 770 bénéficiaires selon l'ordre de priorités suivant: 164 745 tonnes pour les activités de secours et 45 339 tonnes pour les activités de redressement.

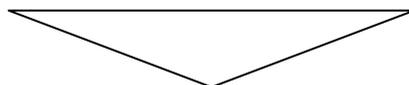
¹Mission conjointe d'évaluation des besoins menée par le PAM et la FAO fin 2006.

² *Rapport mondial sur le développement humain*, PNUD, 2006.

³ Par personnes rapatriées, il faut entendre les personnes rentrées chez elles après avoir été déplacées à l'intérieur du pays ou s'être réfugiées dans un pays voisin.



PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'IPSR 10608.0 établie pour la République démocratique du Congo "Assistance alimentaire ciblée en faveur des victimes des violences armées et autres groupes vulnérables" (WFP/EB.A/2007/9-B/3).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.A/2007/15) publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION ET SCENARIOS

Contexte général

1. Pays situé au coeur de l'Afrique, la République démocratique du Congo (RDC) avait une population estimée à environ 60 millions d'habitants en 2005, répartis sur un territoire de 2,4 millions de km². Elle se classe en 167^e position sur 177 pays selon l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)². Le pays sort meurtri d'un long conflit qui, depuis 1996, a causé la mort de plus de 3,8 millions de personnes. Environ 1,1 million de Congolais sont encore déplacés. Selon les estimations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 850 000 déplacés et 250 000 réfugiés devraient retourner dans leur région d'origine à partir de 2007⁴.
2. Au cours du deuxième semestre de 2006 — et pour la première fois depuis 45 ans — le pays a organisé des élections présidentielles et législatives. Cette avancée politique et l'amélioration de la sécurité dans certaines zones laissent espérer le retour des réfugiés et des populations déplacées, notamment dans la Province-Orientale (sans l'Ituri), l'Équateur, le Katanga, le Maniema, et dans certaines parties du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.
3. Néanmoins, plusieurs régions de l'est du pays, de l'Ituri au Katanga en passant par les Kivus et le Maniema, connaissent encore de graves épisodes d'insécurité. Les affrontements entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et les troupes du dissident Laurent Nkunda au Nord-Kivu au cours de l'année écoulée, ainsi que les tensions qui ont marqué les élections présidentielles en août 2006, en sont un exemple. L'activité de certaines composantes militaires et des milices armées incontrôlées, telles que les combattants du Front démocratique pour la libération du Rwanda (FDLR) dans le Nord- et le Sud-Kivu, contribue à cet état d'insécurité.
4. Au plan social, le pays connaît une pauvreté de plus en plus grande tandis que les services sociaux de base (santé, éducation, eau potable) sont dans un état déplorable. La prévalence élevée du VIH (4,5 pour cent)⁵, le mauvais état des infrastructures et les violences armées, dont les femmes et les enfants sont les premières victimes, ne font qu'aggraver cet état de précarité. Aux difficultés socio-économiques que connaît le pays s'ajoute la baisse du taux de scolarisation des enfants. Le taux brut de scolarisation est passé de 92 pour cent durant la période 1971-1992 à 64 pour cent de 2001 à 2002⁶. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, dont la pauvreté des parents, pour qui la scolarisation des enfants constitue un défi majeur. Par ailleurs, les enseignants sont démotivés par des salaires faibles et irréguliers; d'où la nécessité de les faire profiter des repas de la cantine dont ils assurent par ailleurs la supervision.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

5. Environ 70 pour cent⁶ de la population congolaise vit dans un état d'insécurité alimentaire, qui s'explique principalement par une longue période de guerre et des conflits résiduels dans l'est du pays. Au plan alimentaire, la situation se caractérise par la chute de

⁴ Plan d'action humanitaire (PAH) de 2007.

⁵ Programme national multisectoriel de lutte contre le VIH/sida, 2007.

⁶ Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSCR).



30 à 40 pour cent⁶ des productions agricoles vivrières, la baisse de la consommation alimentaire, qui est désormais de 1 650 kilocalories/personne/jour alors que le minimum requis est de 2 300 kilocalories/personne/jour⁷, et l'augmentation du taux de malnutrition des enfants et des adultes.

6. En l'absence d'enquête exhaustive récente, il n'est pas possible de dresser un bilan de la situation nutritionnelle actuelle du pays. Toutefois, une évaluation réalisée en 2004 par l'organisation non gouvernementale International Rescue Committee montre que la malnutrition est la cause de 9 pour cent des décès dans le pays et constitue une des causes principales de mortalité. La situation nutritionnelle est particulièrement préoccupante en Ituri, dans le Nord- et le Sud-Kivu, le Maniema et le nord et le centre du Katanga, où les violences armées ne cessent d'occasionner des déplacements massifs de populations et d'affecter directement la sécurité alimentaire des ménages.
7. Fin 2006, le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont effectué une mission conjointe d'évaluation des besoins à laquelle ont participé le Gouvernement, les partenaires et les donateurs; il s'agissait d'orienter les priorités en matière de besoins alimentaires à travers l'analyse de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle. Dans cette perspective, les membres de la mission ont analysé les données secondaires relatives à la sécurité alimentaire et les résultats de 11 ateliers techniques organisés par le PAM; ils ont interrogé des informateurs clés et effectué des visites sur le terrain en vue d'affiner les conclusions préliminaires. Quatre thèmes majeurs ont été examinés dans le cadre de cette analyse:
 - i) La situation sécuritaire et les mouvements de populations: environ 1,1 million de personnes sont encore déplacées dans l'est du pays et en Ituri¹. L'insécurité chronique et les pillages ont, dans beaucoup d'endroits, causé des déplacements importants de populations et empêché ceux qui restaient sur place de produire. Le scénario optimiste prévoit le retour des populations, mais la situation reste tout de même précaire dans le triangle humanitaire allant de l'Ituri au Katanga en passant par le Maniema. Le ratio déplacés/rapatriés dépendra du niveau de sécurité que les nouvelles autorités parviendront à instaurer.
 - ii) La disponibilité alimentaire et les marchés: malgré l'énorme potentiel agricole du pays (environ 97 pour cent de terres arables bénéficiant de plus de 8 mois de pluie par an), on estime que la baisse de la production vivrière est de l'ordre de 30 à 40 pour cent⁶ du fait de multiples contraintes: déplacement perpétuel de la population et réduction des surfaces cultivées en raison de l'insécurité; dégradation des infrastructures limitant l'accès aux marchés; absence d'encadrement des agriculteurs; accès limité aux outils et intrants agricoles; faible rendement des cultures et propagation de la mosaïque du manioc. En outre, les familles sont victimes de pillages et se retrouvent dépossédées de leurs outils agricoles et de leurs stocks alimentaires.
 - iii) L'accès des ménages aux aliments, leur mode de vie et les stratégies de survie: en raison de la situation socio-économique du pays, les stratégies de survie de la population sont des plus aléatoires. Les moyens de subsistance qui s'offrent aux personnes déplacées ou rapatriées sont moindres, comparés à ceux de la population d'accueil. Dans la plupart des cas, ils n'ont pas accès à la terre et ont pour seule ressource la vente de leur main-d'œuvre ou la cueillette. Les déplacés vivent dans des

⁷ Selon le DSCR, les besoins énergétiques journaliers par personne sont de 2 300 kilocalories. Le PAM utilise la valeur standard de 2 100 kilocalories.



camps ou dans des familles d'accueil et sont entièrement tributaires des conditions d'accueil.

- iv) La nutrition, la consommation alimentaire et l'état sanitaire: au niveau national, le taux de malnutrition aiguë globale est de 13 pour cent et celui de retard de croissance, de 38 pour cent mais des disparités importantes existent selon les régions¹. La mission conjointe a noté que l'extrême pauvreté qui restreint l'accès des ménages à la nourriture est une des causes principales du taux élevé de malnutrition. L'accès à la nourriture est limité à la fois en quantité et en qualité. Presque 30 pour cent de la population n'ont qu'un repas par jour, voire moins, et presque 60 pour cent de la population ne mangent pas plus de deux fois par jour¹. Les repas sont généralement uniformes et constitués des mêmes aliments de base (le manioc ou le maïs).
8. Au plan sanitaire, le taux de mortalité maternelle demeure parmi les plus élevés au monde: près de 1 000 morts pour 100 000 naissances vivantes⁸. Les principales causes de morbidité et de mortalité sont le paludisme, les infections respiratoires aiguës, la tuberculose, les maladies diarrhéiques et la malnutrition. Les mauvaises conditions sanitaires font ressurgir de façon inquiétante des maladies jadis éradiquées, telles que l'onchocercose, la trypanosomiase et la tuberculose.
9. Outre les mauvaises conditions sanitaires générales, les femmes et les enfants sont régulièrement exposés aux violences sexuelles perpétrées par les hommes en armes. Cette situation contribue à la propagation du VIH/sida⁵, dont la séroprévalence a atteint 4,5 pour cent⁵ (avec un taux de 20 pour cent chez les femmes victimes de violences sexuelles). Près de 400 000 personnes touchées par le VIH/sida nécessitent soins et appui alimentaire. Actuellement, la RDC compte environ 3 millions d'orphelins et d'enfants abandonnés, dont un million sont des orphelins du sida.

Scénarios

10. La communauté internationale prévoit une stabilisation progressive du pays, avec un retour des populations déplacées qui auront besoin d'aide pour se réinstaller. Le Gouvernement devra renforcer tous les mécanismes permettant de consolider la paix, et de promouvoir la bonne gouvernance et un développement durable. Il lui incombera d'amorcer les programmes de reconstruction pour que les populations accèdent aux services sociaux de base (santé, éducation, transport, etc.) et reprennent leurs activités traditionnelles.
11. Le scénario pessimiste serait la poursuite des conflits armés dans l'est du pays qui, même localisés, pourraient embraser des régions entières. Les catastrophes naturelles telles que les éruptions volcaniques, les sécheresses ou les inondations demeurent également une préoccupation majeure pour les plus vulnérables.
12. Cette IPSR est basée sur un scénario optimiste, à savoir une amélioration progressive des capacités institutionnelles. On tiendra compte du scénario moins optimiste lorsque l'on réexaminera la planification des mesures d'urgence.

⁸La situation des enfants dans le monde, UNICEF, 2006.



POLITIQUES, CAPACITES ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

13. Les décennies de mauvaise gouvernance aggravée par les conflits armés ont anéanti les capacités du Gouvernement à tous les niveaux. Conscient de cette situation, le Président de la République a exprimé sa volonté de sécuriser le pays, d'améliorer la gouvernance, d'engager des travaux de réhabilitation des infrastructures de communication (routes, chemins de fer, voies navigables), de relancer l'agriculture et de promouvoir l'éducation et la santé.
14. Dans son Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSCR), le Gouvernement a insisté sur la réconciliation et la consolidation de la paix, soulignant que la reconstruction du pays et la relance économique constituaient deux priorités pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Pour la période 2006-2008, les stratégies et les interventions retenues par le Gouvernement auront notamment comme objectifs la relance du secteur agricole⁶ à travers l'amélioration des voies de communication, des services agricoles et de la production, ainsi que le développement de l'éducation primaire et du secteur de la santé. Le DSCR prévoit également la promotion de la bonne gouvernance et la consolidation de la paix par le renforcement des institutions.

Politiques, capacités et actions des autres principaux intervenants

15. Fin 2006, l'ONU et les organisations non gouvernementales (ONG) appuyées par la coopération bilatérale ont élaboré un Plan d'action humanitaire (PAH) pour définir ensemble les priorités humanitaires. Pour les activités de redressement, la communauté internationale, et tout particulièrement la Banque mondiale, interviendra en conformité avec les mécanismes définis par le Cadre d'assistance de pays (CAF 2007-2010), qui s'inspire des priorités identifiées dans le DSCR pour favoriser la synergie des activités et optimiser l'utilisation des ressources.

Coordination

16. À travers le système d'action groupée mis en place en février 2006, les parties prenantes adoptent une approche concertée afin de répondre aux besoins humanitaires de manière coordonnée et efficace dans chaque secteur, sous la direction d'une institution chef de file. Le PAM est responsable du module chargé de la logistique et co-chef de file du module responsable de la sécurité alimentaire; il collaborera étroitement avec les autres acteurs, dont le Gouvernement, dans la mise en œuvre de la présente intervention.

OBJECTIFS DE L'AIDE DU PAM

17. Le but du projet 10608.0 est de contribuer à réduire la faim et la pauvreté dans un contexte de conflit et d'après conflit en apportant une aide alimentaire à 3,4 millions de personnes durant la période comprise entre juillet 2007 et décembre 2009.



18. L'aide alimentaire a pour objectifs immédiats:

- d'améliorer l'accès à l'alimentation pour les personnes déplacées ou réinstallées dans les zones ciblées (Objectif stratégique 1);
- de protéger les moyens de subsistance des populations en situation de crise (personnes déplacées, personnes rentrées chez elles, enfants soldats démobilisés, victimes de violences sexuelles, etc.) et de renforcer leur capacité de faire face aux chocs (Objectif stratégique 2);
- de contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel et sanitaire des enfants, des mères et des autres groupes vulnérables (Objectif stratégique 3);
- de renforcer la fréquentation et l'assiduité scolaire par un appui alimentaire aux élèves des écoles primaires, en particulier dans les régions d'origine des personnes déplacées et des réfugiés ayant pris le chemin du retour (Objectif stratégique 4);
- de renforcer les capacités du Gouvernement dans la prise en charge des populations en cas de crise, à travers des formations sur l'évaluation des besoins et la gestion des stocks stratégiques (Objectif stratégique 5).

STRATEGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'aide liée à la sécurité alimentaire fournie jusqu'à présent

19. De 2004 à 2006, le PAM a distribué 202 890 tonnes d'aide alimentaire à plus de 3 500 000 personnes. Parmi ces bénéficiaires, on compte 1 108 000 personnes déplacées et 33 600 réfugiés.
20. Selon les conclusions de la mission d'évaluation de novembre 2005, l'assistance alimentaire fournie par le PAM a permis de stabiliser la situation nutritionnelle des bénéficiaires, notamment des personnes déplacées et des groupes vulnérables (victimes de violences sexuelles, enfants démobilisés). Dans les zones ayant bénéficié du programme de réhabilitation nutritionnelle du PAM et de ses partenaires, le taux de récupération nutritionnelle était de 86,3 pour cent. En outre, les vivres du PAM ont facilité la réinstallation des rapatriés dans leur région d'origine. Il a été également noté une amélioration de la fréquentation/assiduité scolaire dans les écoles rurales bénéficiant de la cantine scolaire. Par ailleurs, le soutien logistique fourni par le PAM au moyen des services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies et de ses conseils techniques en tant que responsable du module chargé de la logistique ont contribué à l'amélioration de l'accès humanitaire dans les zones autrement inaccessibles.

Axes de la stratégie d'intervention

21. Le PAM compte recentrer ses interventions dans les zones d'insécurité alimentaire caractérisées par l'instabilité et les mouvements de populations (personnes déplacées ou rapatriées dans leur région d'origine): Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, district du Nord-Katanga et Ituri. Pour la partie ouest du pays, le PAM maintiendra sa présence dans la province de l'Équateur en vue de soutenir le programme nutritionnel et le rapatriement des Congolais venant de la République centrafricaine et de la République du Congo. Cette concentration géographique permettra de réduire les coûts fixes liés au maintien de multiples bureaux auxiliaires et d'intensifier l'action du PAM dans les zones ciblées.



22. La stratégie du PAM s'inspire des stratégies du DSCR, du PAH 2007 et du CAF. En tant qu'institution chef de file du module de la logistique, le PAM soutiendra l'amélioration des voies de communication (voies routières, ferroviaires, fluviales et aériennes) pour faciliter l'acheminement de l'assistance humanitaire et, indirectement, l'écoulement des surplus agricoles vers les marchés. Dans les zones enclavées exposées à un grave déficit alimentaire, cet aspect jouera un rôle important dans l'augmentation progressive de la production (accès aux avoirs productifs, informations, etc.) et du pouvoir d'achat.
23. Un volet important de la stratégie du PAM sera de dynamiser les achats de produits locaux, ce qui devrait stimuler la production et induire une baisse des coûts logistiques. Une enquête sur les marchés réalisée début 2007 permettra l'élaboration d'un plan d'achats locaux, qui contribuera à redynamiser l'économie agricole dans les zones où les réfugiés et les personnes déplacées reviennent s'installer et, de concert avec les actions de réhabilitation des infrastructures, à désenclaver des zones difficiles d'accès. Une unité d'achats sera mise en place à Kinshasa pour s'assurer de la meilleure utilisation possible des contributions en espèces et pour suivre l'évolution du marché de l'offre.
24. Le PAM travaillera avec moins de partenaires opérationnels, mais de manière plus intense. Les partenaires seront sélectionnés en fonction de leur expérience sur le terrain et des moyens financiers dont ils disposent pour mener à bien des actions conjointes avec le PAM.
25. En tenant compte du scénario le plus probable, tel que repris dans le PAH 2007, le projet 10608.0 comportera deux composantes: les secours et le redressement.

⇒ *Composante 1: Secours*

26. La composante Secours couvrira l'assistance aux personnes déplacées (dans les camps et les familles d'accueil), aux personnes déplacées et aux réfugiés de retour chez eux, aux enfants des centres nutritionnels (centres de nutrition thérapeutique et centres de nutrition supplémentaire) ainsi qu'aux familles accompagnantes, aux femmes et aux enfants ayant subi des violences sexuelles ainsi qu'aux victimes de catastrophes naturelles. Cette composante aura également pour objectif l'alimentation scolaire d'urgence dans les zones où reviennent les réfugiés et les personnes déplacées (Katanga, Nord- et Sud -Kivu, Ituri, Maniema), où la synergie des activités est renforcée par l'implication d'autres partenaires stratégiques (Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Ministère de l'éducation, ONG), et l'assistance aux personnes vivant avec le VIH/sida, encadrées par des structures de santé compétentes. Ce volet représente 164 745 tonnes de vivres, soit 78 pour cent du total, avec une diminution notable en 2009.

Activité 1. Distributions générales de vivres

- a) L'expérience du PAM en RDC montre que l'assistance aux personnes déplacées dans des camps doit durer en moyenne 6 mois et prévoir une ration de 2 100 kilocalories par personne/jour. La situation alimentaire sera régulièrement évaluée par des missions de suivi afin d'orienter les décisions sur la taille de la ration et la durée de l'assistance.
- b) Les personnes déplacées vivant dans des familles d'accueil seront assistées en moyenne sur une période de 3 mois et recevront une ration de 2 100 kilocalories par personne/jour maximum. Leur situation sera réévaluée afin d'adapter l'assistance à l'évolution de leurs besoins réels.



- c) Si nécessaire, les populations hôtes pourront faire l'objet d'une assistance ponctuelle et le PAM encouragera les partenaires à évaluer leurs besoins (non alimentaires) pour y répondre de manière appropriée.
- d) Les personnes réinstallées (personnes déplacées et réfugiés) dans leur région d'origine recevront une ration journalière de 2 100 kilocalories par personne/jour pendant 3 mois. Le PAM travaillera en collaboration avec la FAO pour s'assurer que des semences et des outils aratoires leur sont distribués. L'assistance à ces groupes sera évaluée de manière continue pour mieux répondre à leurs besoins.

Activité 2. Réhabilitation nutritionnelle

- a) Les enfants de 0 à 5 ans ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes seront les principaux bénéficiaires de l'assistance nutritionnelle. Ils seront sélectionnés par les centres nutritionnels et les centres de santé. La ration préparée journalière sera de 604 kilocalories pour la nutrition thérapeutique et de 1 017 kilocalories pour la nutrition supplémentaire. La durée maximum du séjour dans un Centre de nutrition thérapeutique (CNT) est de 45 jours contre 90 jours dans un Centre de nutrition supplémentaire (CNS), comme stipulé dans le protocole du Programme national de nutrition (PRONANUT). Le partenaire coopérant devra accorder une attention particulière à l'éducation nutritionnelle des mères des enfants qui sont dans les centres nutritionnels.
- b) Les familles dont les enfants sont admis dans les CNT et dans les CNS recevront une ration familiale⁹ de 2 100 kilocalories par personne et par jour comme filet de sécurité. En effet, l'admission d'un enfant dans un CNT ou un CNS révèle généralement une situation préoccupante pour les autres membres de la famille. La durée maximale de prise en charge des familles avec enfant est de 30 jours dans un CNT et de 45 jours dans un CNS sur la base de l'évaluation de la situation de sécurité alimentaire de la famille par le partenaire coopérant, sous le contrôle du PAM. Après le séjour de l'enfant dans un CNT ou un CNS, les familles bénéficieront d'une allocation supplémentaire de 45 jours pour des activités Vivres contre travail (VCT) visant à renforcer leur sécurité alimentaire, telles que les jardins potagers.

Activité 3. Assistance aux groupes vulnérables

27. En parallèle aux actions complémentaires menées par les autres partenaires (soins de santé, articles non alimentaires) afin de créer un effet de synergie. La ration journalière sera de 2 100 kilocalories par personne/jour. Les catégories de personnes vulnérables sont principalement:
- a) les femmes victimes de violences sexuelles prises en charge dans des centres spécialisés ou hospitaliers. La durée moyenne de l'assistance sera de 3 mois. Après cette période, le partenaire, en concertation avec le PAM, orientera ces personnes vers des activités génératrices de revenus;
 - b) les réfugiés angolais et rwandais/burundais, candidats au rapatriement volontaire à travers le HCR et séjournant dans des centres de transit du HCR, recevront une ration de 2 100 kilocalories pour une durée moyenne de 7 jours;

⁹ Famille standard de 5 personnes. La ration familiale s'applique également aux bénéficiaires des activités Vivres pour la création d'avoirs.



- c) les victimes de catastrophes naturelles (inondations, sécheresses, éruptions volcaniques, etc.) recevront une ration ponctuelle de 2 100 kilocalories après évaluation.

Activité 4. Vivres au profit de l'éducation

28. Alimentation scolaire d'urgence. La ration alimentaire sera servie sur une base mensuelle de 26 jours. Les cantines scolaires cibleront les élèves du primaire dans les zones rurales où reviennent les rapatriés et les personnes déplacées et caractérisées par une forte insécurité alimentaire; les instituteurs et les cuisinières bénéficieront aussi des repas dans ce contexte d'insécurité alimentaire. La ration humide journalière des élèves et des instituteurs sera de 583 kilocalories. Étant donné la charge de travail des femmes dans les zones touchées par le conflit et la nécessité d'encourager leur participation régulière, les cuisinières recevront des rations familiales à emporter. Ces rations seront distribuées en fonction du nombre de jours de travail effectifs.

Activité 5. VIH/sida

29. Les bénéficiaires seront des personnes vivant avec le VIH jugées vulnérables (après évaluation) et recevant un traitement antirétroviral dans les structures sanitaires agréées par le Programme national multisectoriel de lutte contre le sida (PNML), y compris des femmes sous traitement préventif de la transmission du virus de la mère à l'enfant. Ils recevront une ration journalière de 2 100 kilocalories/1 263 kilocalories pendant une période allant de un à neuf mois. Après cette période, le PAM évaluera la situation des bénéficiaires pour les orienter vers des activités génératrices de revenus avec le soutien d'autres partenaires.

⇒ Composante 2: Redressement

30. Cette composante inclura des activités VCT bien ciblées dans les régions exposées à une forte insécurité alimentaire. La mise en œuvre de ces activités dépendra des initiatives locales et du soutien des partenaires ayant les capacités financières et techniques nécessaires. Ce volet couvrira également la réinsertion des enfants associés aux forces combattantes ainsi que les participants aux formations professionnelles (enfants non accompagnés accueillis dans des institutions, femmes victimes de violences sexuelles, etc.)¹⁰. Cette composante nécessitera au total 45 339 tonnes de vivres pour la période 2007-2009, soit 22 pour cent du total.

Activité 1. Vivres pour la création d'avoirs (VCA)

31. Pour les activités VCA, les bénéficiaires seront des hommes et des femmes vivant dans des communautés pauvres, spécialement dans les régions où reviennent les rapatriés et les personnes déplacées qui sont exposés à une forte insécurité alimentaire. Les populations d'accueil et les personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire seront ciblées en priorité pour les activités VCA. Celles-ci consisteront à remettre en état les infrastructures communautaires (routes de desserte agricole, lutte anti-érosive, aménagement hydroagricole, reboisement, lutte contre la mosaïque du manioc par la diffusion de boutures saines, protection des semences, etc.).

¹⁰ Voir priorité 1 des recommandations de la mission conjointe d'évaluation.



32. Les activités VCA seront entreprises sous réserve de l'appui technique des partenaires expérimentés (organismes des Nations Unies, ONG internationales, services techniques gouvernementaux) et capables d'appuyer la planification au niveau des communautés (avec une forte participation des femmes). Ils devront également adopter des approches participatives, appliquer des normes techniques de qualité, appuyer le renforcement des capacités et favoriser la prise en charge par les contreparties locales. Les participants auront une ration familiale de 2 100 kilocalories par jour et par personne pour une durée maximale de trois mois.

Activité 2. Appui à la démobilisation

33. Le PAM ciblera directement une seule catégorie de bénéficiaires: les enfants associés aux forces et groupes armés dans les centres de transit et d'orientation (CTO)¹¹. La ration journalière sera de 2 100 kilocalories et sera servie pendant une durée moyenne de six mois. Une prise en charge alimentaire d'un mois est prévue pour la réintégration définitive.
34. Le rapport entre les composantes Secours et Redressement variera selon les régions, en fonction de la situation humanitaire et sécuritaire, et des capacités logistiques et de mise en œuvre. Toutefois, la priorité sera accordée à l'assistance aux personnes déplacées/rapatriées, particulièrement dans la partie est du pays. Il est ainsi prévu qu'un minimum de 65 à 70 pour cent des ressources sera alloué à la partie orientale de la RDC; ce pourcentage pourra augmenter en cas de crise.
35. Durant la mise en œuvre de ce projet, le PAM accompagnera l'assistance alimentaire par des campagnes de sensibilisation au VIH/sida. Dans le cadre des Engagements renforcés en faveur des femmes (2003–2007), le PAM veillera également à l'accès équitable des femmes et des hommes aux vivres et aux avoirs créés en considérant ce principe d'égalité comme une condition principale de la collaboration avec les partenaires. Les femmes et les enfants, en particulier le groupe mère/enfant dans les zones d'insécurité alimentaire, seront ciblés en priorité.
36. Dans le cadre du renforcement des capacités, le PAM formera la contrepartie nationale à l'évaluation des besoins d'urgence et à la gestion du stock stratégique afin qu'elle soit mieux armée pour répondre efficacement aux situations de crise.

Stratégie de retrait

37. Le PAM prévoit une diminution des besoins en aide alimentaire à partir de 2009, en tablant sur le rétablissement de la sécurité et la relance progressive de l'économie. Dès que possible, le PAM réduira progressivement le volume de l'assistance qu'il assure au titre de la composante Secours et s'orientera davantage vers les activités de redressement. Il renforcera les partenariats au niveau stratégique, de la programmation conjointe et de l'appui institutionnel afin de renforcer les stratégies de survie et les capacités des populations et d'appuyer le redressement des économies locales. Le PAM fournira des formations pour aider le Gouvernement à prendre en charge les populations en cas de crise et plaidera en faveur des instituteurs pour que leur soit accordée une aide conséquente.

¹¹ Les enfants associés aux forces combattantes passent 3 à 6 mois dans les CTO, où ils reçoivent une formation en vue de leur réinsertion sociale.



BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

38. La plupart des bénéficiaires sont des personnes déplacées ou rapatriées dont les stratégies de survie sont limitées. Le nombre et les catégories de bénéficiaires retenus dans le projet sont conformes aux dispositions du PAH 2007, aux recommandations de la mission conjointe d'évaluation et aux conclusions tirées de la concertation entre les bureaux provinciaux et les acteurs locaux. Les orientations de la mission conjointe d'évaluation ont servi de base pour le ciblage géographique des bénéficiaires. Selon les estimations, le nombre de déplacés/rapatriés qui sont susceptibles de recevoir l'assistance du PAM sera plus élevé en 2008 étant donné qu'il deviendra plus facile d'avoir accès aux personnes encore isolées dans les zones enclavées. En définitive, le nombre de bénéficiaires a été affiné en tenant compte des capacités de mise en œuvre de l'assistance, qui dépendent elles-mêmes très largement de la complexité logistique et sécuritaire.



TABLEAU 1. RÉCAPITULATIF DES BÉNÉFICIAIRES ET DE LEURS BESOINS (par an)

a) de juillet 2007 à décembre 2007

Type de bénéficiaires	Total annuel	Femmes	Hommes	Farine de maïs	Légumes secs	Huile	Sel	Mélange maïs-soja	Sucre	Biscuits	Total
Personnes déplacées	248 000	173 600	74 400	7 992	2 398	599	102	–	–	90	11 181
Personnes déplacées de retour chez elles	154 000	107 800	46 200	5 544	1 663	417	69	–	–	–	7 693
Personnes rapatriées	120 100	84 070	36 030	4 324	1 297	324	54	–	–	–	5 999
Personnes souffrant de malnutrition	277 400	184 750	92 650	5 688	1 827	533	66	770	73	–	8 957
Personnes vulnérables	24 700	19 120	5 580	778	233	58	3	–	–	–	1 072
Personnes bénéficiant d'activités Vivres pour la création d'avoirs	90 220	63 150	27 070	3 248	974	244	41	–	–	–	4 507
Personnes vivant avec le VIH/sida	15 750	11 650	4 100	2 58	84	43	5	64	32	–	486
Enfants bénéficiant d'une cantine scolaire	186 370	95 850	90 520	2 991	1 085	271	108	–	–	–	4 455
Enfants démobilisés	4 150	1 870	2 280	299	90	22	4	–	–	–	415
Total	1 120 690	741 860	378 830	31 121	9 652	2 511	451	835	105	90	44 765



b) de janvier 2008 à décembre 2008

Type de bénéficiaires	Total annuel	Femmes	Hommes	Farine de maïs	Légumes secs.	Huile	Sel	Mélange maïs-soja	Sucre	Biscuits	Total
Personnes déplacées	254 400	178 080	76 320	7 978	2 393	598	102	–	–	–	11 071
Personnes déplacées de retour chez elles	244 600	171 220	73 380	8 806	2 642	660	110	–	–	–	12 218
Personnes rapatriées	83 200	58 240	24 960	2 975	892	223	37	–	–	–	4 127
Personnes souffrant de malnutrition	966 110	645 510	320 600	19 729	6 112	1 835	222	3 124	295	–	31 317
Personnes vulnérables	40 950	32 070	8 880	1 137	341	85	6	–	–	–	1 569
Personnes bénéficiant d'activités Vivres pour la création d'avoires	302 160	211 510	90 650	10 878	3 263	816	136	–	–	–	15 093
Personnes vivant avec le VIH/sida	33 760	24 300	9 460	750	246	134	14	207	103	–	1 454
Enfants bénéficiant d'une cantine scolaire	230 220	118 090	112 130	7 824	2 840	710	283	–	–	–	11 657
Enfants démobilisés	4 550	2 050	2 500	493	148	37	6	–	–	–	684
Total	2 159 950	1 441 070	718 880	60 570	18 877	5 098	916	3 331	398	–	89 190



c) de janvier 2009 à décembre 2009

Type de bénéficiaires	Total annuel	Femmes	Hommes	Farine de maïs	Légumes secs	Huile	Sel	Mélange maïs-soja	Sucre	Biscuits	Total
Personnes déplacées	118 600	83 020	35 580	3 802	1 140	285	49	–	–	–	5 276
Personnes déplacées de retour chez elles	94 000	65 800	28 200	3 384	1 015	254	42	–	–	–	4 695
Personnes rapatriées	32 600	22 820	9 780	1 174	352	88	15	–	–	–	1 629
Personnes souffrant de malnutrition	661 550	440 450	221 100	13 654	4 096	1 204	162	1 840	175	–	21 131
Personnes vulnérables	28 450	21 280	7 170	925	278	69	11	–	–	–	1 283
Personnes bénéficiant d'activités Vivres pour la création d'avoirs	484 440	339 110	145 330	17 428	5 228	1 307	218	–	–	–	24 181
Personnes vivant avec le VIH/sida	34 760	25 000	9 760	777	255	139	15	216	108	–	1 510
Enfants bénéficiant d'une cantine scolaire	308 230	158 080	150 150	10 716	3 890	972	387	–	–	–	15 965
Enfants démobilisés	3 350	1 510	1 840	331	99	25	4	–	–	–	459
Total	1 765 980	1 157 070	608 910	52 190	16 353	4 344	902	2 056	283	–	76 129

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

39. En RDC, les céréales (maïs, riz), les légumes secs (haricots, arachides), les racines et tubercules (manioc, plantain), la viande et le poisson ainsi que les matières grasses (huile de palme) constituent les aliments de base¹².
40. Tenant compte des habitudes alimentaires et des besoins diététiques des populations ciblées, les produits figurant dans l'assortiment alimentaire sont: les céréales (farine de maïs et riz), les légumes secs (haricots et petits pois), l'huile végétale, le sel, le mélange maïs-soja et le sucre, comme indiqué dans le tableau ci-dessous:

¹² *Manuel d'alimentation scolaire*, PAM, UNESCO et OMS. Rome, 1999, page 171.

TABLEAU 2. TYPE DE PRODUITS ET TAILLE DES RATIONS									
Activités/Bénéficiaires	Ration journalière par personne (grammes)								
	Taille ¹ des rations	Durée	Maïs	Légumes secs	Huile	Sel	Mélange maïs-soja	Sucre	Total personne/jour (grammes)
Personnes déplacées	x1	3-6 mois	400	120	30	5	–	–	555
Personnes déplacées de retour chez elles	x1	3 mois	400	120	30	5	–	–	555
Familles d'accueil des personnes déplacées	x5	3-6 mois	200	60	15	3	–	–	278
Rapatriés	x1	3 mois	400	120	30	5	–	–	555
Personnes souffrant de malnutrition admises dans un CNT	x1	1 mois	–	–	10	–	125	10	145
Personnes souffrant de malnutrition admises dans un CNS	x1	3 mois	–	–	20	–	200	20	240
Familles accompagnantes (CNT)	x5	1 mois	400	120	30	5	–	–	555
Familles accompagnantes (CNS)	x5	3 mois	400	120	30	5	–	–	555
Femmes enceintes et mères allaitantes suivies dans un CNS	x1	3 mois	–	–	25	–	250	20	295
Personnes vulnérables (femmes victimes de violences sexuelles, personnes sinistrées et réfugiés en transit)	x1	3 mois, 3 mois, 7 jours	400	120	30	5	–	–	555
Personnes séropositives sous traitement antirétroviral, Personnes séropositives sous traitement préventif, femmes enceintes et mères allaitantes inscrites dans un programme de prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant, malades tuberculeux traités dans une structure médicale	x5	6 mois, 6 mois, 9 mois, 9 mois	150	50	30	3	50	25	308
Personnes séropositives en milieu hospitalier	x2	1 mois	400	120	30	5	–	–	555
Cantines scolaires (écoles primaires)	x1	220 jours	100	40	10	5	–	–	155
Enfants associés aux forces combattantes	x1	6 mois	400	120	30	5	–	–	555
Participants aux activités VCA	x5	3 mois	400	120	30	5	–	–	555

¹ Les chiffres dans la colonne "Taille des rations" indiquent s'il s'agit de rations familiales (x5) ou individuelles (x1)

MODALITES D'EXECUTION

Mécanismes de sélection et d'approbation des projets

41. Le ciblage géographique et la classification par catégories des bénéficiaires tiennent compte des conclusions de la mission conjointe d'évaluation des besoins conduite par le PAM et la FAO (septembre/octobre 2006). Le PAM mène actuellement une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, dont les résultats, attendus pour la fin du mois de juin 2007, serviront de base pour réorienter le ciblage et les activités du projet.



42. Le PAM mettra en place une Unité de collecte et d'analyse des données sur la sécurité alimentaire, composée de l'Unité VAM, de l'Unité Suivi et Évaluation ainsi que d'une équipe de trois chargés de l'évaluation basés sur le terrain (Lubumbashi, Goma, Mbandaka); cette Unité aura pour tâche d'aider les bureaux auxiliaires dans l'analyse de la situation de la sécurité alimentaire sur la base des informations fournies par les différents modules et le Comité provincial interinstitutionnel et ses partenaires, avec l'appui des résultats des évaluations. Le personnel du PAM sera formé et mettra en place un plan mensuel de suivi et d'évaluation.
43. Les projets seront sélectionnés sur la base des axes prioritaires recommandés par la mission d'évaluation ainsi que par le PAH 2007. La participation communautaire sera un critère fondamental dans la sélection des projets pour s'assurer que les activités correspondent bien à un besoin réel des bénéficiaires et que les besoins spécifiques des femmes et des enfants sont pris en compte.
44. En concertation avec les modules de la nutrition, de la réintégration et de la sécurité alimentaire, et en accord avec les comités provinciaux interinstitutionnels, les bureaux provinciaux du PAM approuveront les projets soumis par les partenaires opérationnels.
45. Les bureaux provinciaux du PAM auront la responsabilité déléguée pour évaluer et répondre rapidement aux nouvelles urgences, en concertation avec les partenaires opérationnels. L'accent sera mis sur la rapidité d'intervention.

Partenariat et coordination

46. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec le Coordonnateur de l'action humanitaire et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour évaluer les urgences, ainsi qu'avec l'équipe de pays pour coordonner et promouvoir toutes les activités. Le PAM s'appuie sur un solide réseau de partenaires internationaux et nationaux, qui contribuent à l'efficacité de son action.
47. Le PAM intensifiera la concertation avec les ministères techniques: agriculture, santé, éducation, plan, affaires humanitaires, affaires sociales, affaires étrangères, condition féminine et famille. La contrepartie nationale sera formée aux techniques des évaluations des besoins et de la gestion des stocks stratégiques pour une prise en charge efficace des populations en cas de crise.
48. Le PAM participera activement aux initiatives de réforme des Nations Unies, telles que le système d'action groupée sous la direction d'une institution chef de file, le Fonds commun pour les interventions humanitaires, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF). En particulier, il travaillera étroitement avec l'UNICEF et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires dans le cadre des mécanismes d'évaluation rapide des besoins¹³ au sein duquel il souhaiterait jouer un rôle plus actif au niveau décisionnel, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (aide non alimentaire aux écoles primaires et centres nutritionnels), la FAO (fourniture des intrants agricoles aux personnes rentrées chez elles et aux communautés hôtes des personnes déplacées), le HCR (assistance aux réfugiés en cours de rapatriement), le PNUD (renforcement des capacités communautaires), ONUSIDA (personnes vivant avec le VIH/sida), la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (appui logistique),

¹³ Mécanismes d'intervention rapide (pour les personnes déplacées); Programme d'assistance étendue aux rapatriés (personnes réfugiées ou déplacées de retour chez elles).



la Banque mondiale (reconstruction des infrastructures de base), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) (initiative conjointe de lutte contre les violences sexuelles), ainsi que les églises bien implantées qui mènent déjà des actions humanitaires et sociales selon les normes reconnues de l'assistance humanitaire.

49. Le PAM continuera d'assumer son rôle de chef de file du module de la logistique, co-dirigera le module de la sécurité alimentaire avec la FAO, et participera activement aux modules de la nutrition et de la réintégration. Les activités du projet seront intégrées aux priorités du Gouvernement. Des missions d'évaluation conjointes seront conduites régulièrement.
50. Le projet sera mis en œuvre par les partenaires les plus compétents techniquement et qui auront déjà fait leurs preuves dans le passé. L'approbation des activités se fera sur la base de plusieurs critères, parmi lesquels on peut citer rôle de l'aide alimentaire, la faisabilité technique et logistique, la définition claire des groupes cibles ainsi que l'attention particulière qui sera portée à la participation et aux besoins des femmes lors de ce processus. Le PAM intensifiera sa coopération avec un nombre réduit d'ONG expérimentées ayant des capacités techniques avérées et dont les performances seront évaluées régulièrement.
51. La concertation avec les partenaires sera maintenue tout au long du cycle des projets, de leur conception à la fin de leur réalisation. Les partenaires du PAM seront responsables de la distribution, du suivi et de l'établissement des rapports sur l'utilisation des vivres. Le PAM utilisera les fonds versés au titre des Autres coûts opérationnels directs et l'Accord de terrain pour renforcer les capacités opérationnelles de ses partenaires.
52. Un guide opérationnel servira de référence pour faciliter la mise en œuvre de ce projet. Il précisera les critères de sélection des projets et des bénéficiaires, les mécanismes d'approbation des projets, ainsi que le système de suivi et d'établissement de rapports dans le cadre de la gestion axée sur les résultats.

Appui non alimentaire

53. Pour optimiser les résultats des distributions alimentaires, le PAM soutiendra ses partenaires par le biais des Autres coûts opérationnels directs pour les activités suivantes:
 - sessions de formation pour renforcer les capacités des partenaires: gestion axée sur les résultats, suivi et évaluation, gestion des projets (VIH/sida, alimentation scolaire, VCT, nutrition);
 - cartes de ration pour une meilleure gestion des distributions générales, en veillant à ce qu'environ 80 pour cent des cartes soient émises au nom des femmes;
 - fiches de réhabilitation nutritionnelle;
 - kits de cuisine pour les écoles primaires et les centres nutritionnels nouvellement ciblés;
 - autres appuis directs aux partenaires coopérants, y compris les ministères techniques;
 - intrants non alimentaires en soutien aux activités VCT.



Contribution du Gouvernement

54. Le Gouvernement de la RDC contribuera indirectement au financement de ce programme par l'exonération de toutes les taxes d'importation et autres taxes parafiscales sur les produits alimentaires et non alimentaires importés au titre du projet 10608.0 et des opérations spéciales connexes, il appliquera un tarif préférentiel pour d'autres frais (frais portuaires, frais de superintendance et de contrôle de l'Office congolais de contrôle, etc.). Le PAM recommande que le Gouvernement prévoie dans son budget des lignes de crédit pour appuyer les différents volets sociaux et répondre aux urgences. Un dialogue sera instauré avec le Gouvernement en vue d'établir un stock stratégique d'urgence.

Impact sur l'environnement

55. Depuis 2002, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a relevé que les forêts pluviales du bassin du Congo sont touchées par la déforestation. Les causes sont la croissance incontrôlée de l'exploitation de bois d'œuvre et la demande de bois de chauffe pour une population toujours plus nombreuse. Pour lutter contre la déforestation, le PAM favorisera les activités de reboisement et appuiera la construction de fourneaux améliorés dans toutes les écoles primaires bénéficiant du programme d'alimentation scolaire. En outre, en collaboration avec le Gouvernement et les partenaires, principalement au sein du module de la sécurité alimentaire, le PAM développera des stratégies pour le maintien du couvert forestier et l'augmentation de la productivité en privilégiant la gestion conservatoire des sols et des eaux.

Arrangements logistiques

56. La logistique du PAM en RDC est très complexe et coûteuse du fait de la taille du pays, du très mauvais état des réseaux routier, aérien, fluvial et ferroviaire, du nombre élevé des corridors d'approvisionnement, qui sont éloignés les uns des autres, et du manque de transporteurs fiables. Les zones d'intervention du PAM sont généralement très difficiles d'accès et la faible capacité du transport commercial implique des tarifs élevés.
57. L'objectif du PAM est d'acheminer l'assistance en obtenant le meilleur rapport coût-efficacité, ce qui nécessitera des ressources humaines appropriées. Le choix des moyens de transport est revu en permanence. Pour réduire les coûts, le PAM a depuis quelques mois restreint le fret aérien et revitalisé le transport par train (par exemple, diminution des coûts d'approvisionnement sur Kindu de 1 000 dollars/tonne) et le transport lacustre et fluvial. Une flotte de camions, gérée par le PAM, a été mise à la disposition des acteurs humanitaires dans le Katanga.
58. En sa qualité de chef de file du module de la logistique, le PAM soutient actuellement des projets de réhabilitation des infrastructures de transport. Ces travaux permettront de diminuer, à terme, les coûts logistiques, de faciliter la reprise agro-économique, induisant ainsi une amélioration de la sécurité alimentaire. L'inadéquation des services du transport et les tarifs prohibitifs en vigueur sont des contraintes importantes auxquelles est soumise la sécurité alimentaire des populations; d'où la nécessité de réhabiliter les infrastructures.
59. Les réhabilitations seront ciblées de manière à garantir une baisse des coûts de transport, qui entraînera une augmentation des échanges commerciaux. Elles se feront au moyen d'une opération spéciale ou de l'utilisation de fonds communs et viseront les routes secondaires ou les "points noirs", les ponts, les barges et le réseau ferroviaire, y compris les wagons et les systèmes de traction.

60. Le PAM réexaminera systématiquement et régulièrement les corridors d'approvisionnement, les possibilités d'achats locaux et la mise en commun des capacités logistiques. Les coûts TIEM pour ce projet s'élèvent à 353,49 dollars/tonne en moyenne. Ils ont été calculés sur la base du format "multi-tiers"¹⁴ avec une projection d'achat comme suit:

TABLEAU 3. PROJECTIONS D'ACHATS						
Type	Céréales	Légumes secs	Mélange maïs-soja	Huile végétale	Sel	Sucre
Achats internationaux	60%	86,6%	61%	100%	13%	100%
Achats régionaux	20%	6,7%	39%		87%	
Achats locaux	20%	6,7%				

61. Dans le cadre des activités interinstitutionnelles et du système d'action groupée, et au vu des besoins identifiés jusqu'à présent pour mener une action coordonnée afin d'améliorer l'accès aux infrastructures, le PAM financera un poste de coordonnateur principal du module de la logistique pendant un an. Le financement de ce poste a été assuré jusqu'à présent par les mécanismes de fonds communs mais le Comité permanent interinstitutions a prévu ce type de poste dans les budgets réguliers des organismes chefs de file.

SUIVI DES RESULTATS

62. Un kit d'outils de gestion axée sur les résultats a été élaboré. Ce kit contient des listes de vérification standard et des formats de rapports périodiques indispensables pour un meilleur suivi des activités. Les partenaires opérationnels transmettent au PAM des rapports mensuels portant sur le nombre de bénéficiaires, le type d'activité et les quantités de vivres distribués. En outre, toutes les distributions sont encodées dans la base de données "COMPAS" pour harmoniser le mouvement des stocks dans tout le pays.
63. Le PAM privilégiera la qualité des rapports produits; à cette fin, il utilisera les indicateurs de résultats du cadre logique et la matrice de suivi et d'évaluation du programme, en mettant davantage l'accent sur la collecte et l'analyse des données de référence, en organisant des évaluations de la sécurité alimentaire et en réalisant des études ACV destinées à dresser un tableau complet de la vulnérabilité en RDC.
64. Le personnel chargé des programmes et de la logistique dans les bureaux auxiliaires passera au moins une semaine par mois sur le terrain pour mener à bien les évaluations, la distribution et le suivi des activités.
65. À mi-parcours, le PAM organisera un examen/évaluation thématique pour apprécier conjointement avec le Gouvernement l'état d'avancement de l'opération.

¹⁴ Des coûts TIEM différents seront appliqués selon que les achats sont locaux, régionaux ou internationaux.



ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

Évaluation des risques

66. Le projet 10608.0 suivra la mise en place des nouvelles institutions issues des élections de 2006. Tout blocage politique fragiliserait l'unité nationale et entraînerait la résurgence des hostilités. Il s'en suivrait de nouveaux déplacements de populations, une réduction de l'accès aux populations cibles et une remise en cause des acquis des interventions du PAM, particulièrement pour le retour et la réinstallation des personnes déplacées et des réfugiés. De même, toute instabilité dans les pays voisins pourrait générer des problèmes supplémentaires pour le pays et affecter la réconciliation politique.
67. Sur le plan interne, les efforts de bonne gouvernance et les mesures de réforme des secteurs clés devront se poursuivre de manière claire et soutenue sous peine de voir les bailleurs se retirer. Il faudra lutter contre la corruption pour réduire les coûts de transaction et accroître l'efficacité opérationnelle.
68. Sur le plan opérationnel, la mise en oeuvre de l'IPSR 10288.0 a démontré l'importance de la disponibilité des ressources pour répondre en temps voulu aux urgences. Les longs délais entre la confirmation des contributions et l'arrivée effective des vivres seront préjudiciables à l'efficacité du programme. De l'efficacité logistique dépendra aussi le succès de l'opération. Les actions visant à remédier au mauvais état des infrastructures et au manque de capacité de transport devront être menées en parallèle, aussi bien par les autorités nationales et provinciales, que le secteur privé et les acteurs humanitaires. Enfin, il est important que règne un climat de sécurité qui permette aux différents acteurs de l'assistance et du développement de mener à bien de façon coordonnée les plans élaborés ces dernières années.
69. L'action du PAM ne pourra être efficace que si les articles non alimentaires fournis par les partenaires sont de qualité et livrés en temps voulu; les intrants agricoles, en particulier, seront essentiels en périodes culturales pour que les vivres du PAM ne servent pas uniquement à nourrir les populations de manière ponctuelle et temporaire, mais contribuent aussi à l'augmentation de la production agricole.

Planification des interventions d'urgence

70. Le PAM utilisera le système d'alerte précoce (création de sites sentinelles) mis en place avec la FAO pour le suivi des risques ainsi que la redynamisation des activités ACV. En outre, le PAM mettra son savoir-faire à la disposition des bureaux auxiliaires en matière de suivi et d'évaluation des besoins pour former de manière continue tout le personnel du PAM aux techniques de l'évaluation, du suivi et de l'analyse des besoins des bénéficiaires. En janvier/février, des équipes du PAM ont reçu une formation en matière de préparation aux urgences, ce qui permettra au bureau de pays de préparer un plan d'urgence qui sera mis à jour périodiquement.
71. Pour répondre de manière plus rapide et efficace aux crises éventuelles, tous les bureaux provinciaux constitueront des stocks stratégiques. Il s'agira pour chaque bureau provincial de garder une réserve de vivres à ne pas utiliser avant la prochaine demande d'approvisionnement. Le niveau du stock stratégique sera constamment revu afin de l'adapter aux risques du moment. Un stock de biscuits à haute teneur énergétique sera prépositionné pour un apport énergétique aux populations en cas de besoin. Il est prévu

90 tonnes de biscuits, dont 36 tonnes seront livrées à Kampala pour constituer un stock stratégique; le reste sera réparti dans le pays de la façon suivante: 36 tonnes à Goma et à Lubumbashi et 18 tonnes à Kinshasa.

72. Dans l'hypothèse d'une reprise à grande échelle d'un conflit armé, avec comme conséquence la restriction de l'espace humanitaire, le PAM recentrera son assistance sur les populations directement affectées par la situation, les groupes vulnérables et les personnes souffrant de malnutrition admises dans les centres nutritionnels. En dehors de l'assistance visant à sauver des vies, les autres activités (VCT, alimentation scolaire d'urgence, etc.) seront étudiées en fonction des situations. Les besoins alimentaires pour 2008 seront revus en septembre 2007. L'Unité de suivi/évaluation analysera la programmation dans chaque bureau extérieur sur une base mensuelle; à cet effet, elle utilisera les informations recueillies à travers le système d'alerte précoce, les évaluations du personnel de terrain et des échanges d'information réalisées au sein du module de la sécurité alimentaire.

MESURES DE SECURITE

73. La conformité aux normes minimales de sécurité opérationnelles (normes MOSS) requiert des efforts constants d'entretien des installations et des équipements de protection ainsi que des investissements dans la formation visant à améliorer la sécurité du personnel. Des moyens efficaces et adaptés vont être nécessaires pour pouvoir assurer des missions dans les zones où l'insécurité et les problèmes logistiques étaient les principales contraintes. Il convient de renouveler le matériel défectueux ou usagé. Le PAM participe activement au projet commun des Nations Unies pour la mise en place d'un système de communications radio (HF, VHF) visant la couverture standardisée de l'ensemble du pays; en tant que co-chef de file du module des télécommunications d'urgence, le PAM se doit de disposer de moyens fiables pour maintenir une communication adéquate avec l'ensemble des acteurs sur le terrain.
74. L'infrastructure publique en matière d'électricité et de communications demeure quasiment inexistante sur l'ensemble du territoire. Pour pallier cette carence, le PAM a installé en 2004 et 2005 des générateurs et VSats dans les principaux bureaux auxiliaires; cette capacité devra être étendue à tous les bureaux auxiliaires dans un avenir très proche.

RECOMMANDATION

75. L'approbation par le Conseil d'administration du PAM de l'assistance alimentaire ciblée en faveur des victimes des violences armées et autres groupes vulnérables en RDC — projet 10608.0 — permettra de fournir une aide alimentaire à 3,4 millions de personnes pour un coût total de 230 874 212 dollars É.-U.



ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars É.U.)	Valeur (dollars É.U.)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits			
— Céréales	143 881	297	42 732 657
— Légumes secs	44 883	339	15 215 337
— Huile végétale	11 953	935	11 176 055
— Mélange maïs-soja	5 327	325	1 731 275
— Sucre	786	467	367 062
— Sel	3 164	83	262 612
— Biscuits BP5	90	3 840	345 603
Total, produits	210 084		71 830 601
Transport extérieur			22 247 896
TTEM			34 916 910
TIEM			39 346 632
Total, TTEM			74 263 542
Autres coûts opérationnels directs			4 657 670
Total, coûts opérationnels directs			172 999 708
B. Coûts d'appui directs¹ (voir annexe I-B pour plus de détails)			42 770 584
C. Coûts d'appui indirects² (7 pour cent du total des coûts directs)			15 103 920
COÛT TOTAL POUR LE PAM			230 874 212
* Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités et du marché intérieur des pays bénéficiaires.			

¹ Chiffre indicatif à titre d'information. L'allocation annuelle des CAD est réexaminée chaque année.

² Le taux de recouvrement appliqué aux CAI peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	12 385 899
Administrateurs recrutés au plan national	2 318 625
Personnel des services généraux recrutés au plan national	9 444 000
Personnel temporaire	574 579
Heures supplémentaires	102 000
Primes	2 628 800
Consultants internationaux	143 250
Consultants nationaux	1 434 950
Volontaires des Nations Unies	782 000
Voyages officiels du personnel	4 066 284
Formation et perfectionnement du personnel	900 000
Total partiel	34 780 387
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	634 812
Charges (électricité, etc.)	634 812
Fournitures de bureau	321 601
Technologies de l'information et des communications	872 500
Assurances	104 566
Réparation et entretien du matériel	347 437
Entretien et frais d'exploitation des véhicules	1 310 086
Autres dépenses de bureau	638 150
Prestations aux organisations des Nations Unies	1 226 318
Total partiel	5 806 847
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	218 500
Véhicules	1 304 000
Équipement (télécommunications et informatique)	660 850
Total partiel	2 183 350
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	42 770 584



ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT ÉTABLIE POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10608.0

Chaîne des résultats (modèle logique)	Indicateurs de résultats	Sources de vérification	Hypothèses et risques
Objectif stratégique 1: Sauver des vies dans des situations de crise			
<p>Résultat à moyen terme 1.1</p> <p>Malnutrition aiguë globale réduite ou stabilisée au sein des populations ciblées (vivant dans les zones touchées par le conflit armé)</p> <p>Résultat à moyen terme 1.2</p> <p>Mortalité réduite ou stabilisée au sein des populations ciblées</p>	<p>1.1.1 Prévalence de la malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans (par sexe et selon le rapport poids/taille) au sein des bénéficiaires ciblés</p> <p>1.2.1 Taux de mortalité parmi les bénéficiaires ciblés</p>	<p>1. Enquête nutritionnelle</p> <p>2. Données secondaires provenant d'autres organisations (UNICEF, ONG, etc.)</p>	<p>Les partenaires du PAM (Gouvernement, organismes des Nations Unies, ONG, autres) s'attaquent aux autres causes sous-jacentes de la malnutrition.</p>
<p>Résultat à court terme 1.1</p> <p>Fourniture de vivres à 291 300 personnes déplacées en temps voulu et en quantité suffisante</p>	<p>1.1.1 Nombre de bénéficiaires par catégorie, sexe et groupe d'âge ayant reçu des vivres par rapport aux prévisions</p> <p>1.1.2 Quantité et type de produits distribués par catégorie de projet par rapport aux prévisions</p>	<p>1. Rapports périodiques des partenaires coopérants</p> <p>2. Visite de terrain /Rapports périodiques du PAM</p>	<p>Disponibilité des vivres et conditions de sécurité permettant l'accès aux bénéficiaires</p>
Objectif stratégique 2: Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs			
<p>Résultat à moyen terme 2.1</p> <p>Capacité accrue des ménages en situation de crise de satisfaire leurs besoins alimentaires ou de résister aux chocs</p>	<p>2.1.1 Proportion des dépenses des ménages consacrées à la nourriture</p> <p>2.1.2 Indice des stratégies de survie</p> <p>2.1.3 Nombre de ménages ayant accès aux avoirs créés ou aux connaissances acquises par catégorie de projet</p>	<p>1. Enquêtes ACV</p> <p>2. Évaluation en fin de projet par le partenaire coopérant et le PAM</p>	<p>1. Des articles non alimentaires sont disponibles (terres arables, outils et semences)</p> <p>2. Meilleures conditions de sécurité dans les zones d'origine des personnes déplacées et réfugiées rentrées chez elles</p>



ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT ÉTABLIE POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10608.0

Chaîne des résultats (modèle logique)	Indicateurs de résultats	Sources de vérification	Hypothèses et risques
<p>Résultat à court terme 2.1</p> <p>Fourniture de vivres à environ 295 600 personnes rentrées chez elles après avoir été déplacées, 235 900 rapatriés, 81 400 membres de familles d'accueil des personnes déplacées et 54 900 autres personnes vulnérables en temps voulu et en quantités suffisantes</p>	<p>2.1.1 Nombre de bénéficiaires par catégorie de projet, sexe et groupe d'âge ayant reçu des vivres par rapport aux prévisions mensuelles</p> <p>2.1.2 Quantités et types de vivres distribués par catégorie de projet par rapport aux prévisions mensuelles</p>	<p>1. Rapports périodiques des partenaires coopérants</p> <p>2. Visite de terrain/Rapports périodiques du PAM</p>	<p>Disponibilité des vivres et conditions de sécurité permettant l'accès aux bénéficiaires</p>
<p>Résultat à court terme 2.2</p> <p>Participation de 90 400 ménages aux activités de création d'avoirs</p>	<p>2.2.1 Nombre de bénéficiaires par sexe et groupe d'âge recevant une aide alimentaire au moyen d'activités VCT et quantités de vivres distribués dans ce cadre</p> <p>2.2.2 Nombre et types d'avoirs créés à travers les activités VCT</p>	<p>1. Rapports périodiques des partenaires coopérants</p> <p>2. Visite de terrain/Rapports périodiques du PAM</p>	<p>1. Les ménages ont la volonté de participer à la reconstruction des infrastructures communautaires</p> <p>2. Disponibilité de l'encadrement technique</p> <p>3. Disponibilité des vivres</p>
<p>Résultat à court terme 2.3</p> <p>Participation de 74 000 personnes à des sessions de formation/apprentissage professionnel</p>	<p>2.3.1 Nombre de bénéficiaires par sexe et groupe d'âge recevant les vivres à travers des activités Vivres au profit de la formation</p> <p>2.3.2 Quantités de vivres distribués dans ce cadre (en comparaison avec les prévisions)</p> <p>2.3.3 Nombre et type de sessions de formation réalisées à travers les activités VPF et quantités de vivres distribués dans ce cadre</p>	<p>1. Rapports périodiques des partenaires coopérants</p> <p>2. Visite de terrain/Rapports périodiques du PAM</p>	<p>1. Encadrement pédagogique de la part des partenaires coopérants et d'autres intervenants</p> <p>2. Conditions sécuritaires permettant aux bénéficiaires et aux partenaires de se consacrer à la formation</p>



ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT ÉTABLIE POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10608.0

Chaîne des résultats (modèle logique)	Indicateurs de résultats	Sources de vérification	Hypothèses et risques
<p>Résultat à court terme 2.4</p> <p>Fourniture de vivres en quantité suffisante et en temps voulu à environ 12 000 enfants soldats démobilisés</p>	<p>2.4.1 Nombre d'enfants par sexe et groupe d'âge ayant reçu des vivres dans le cadre du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion</p> <p>2.4.2 Quantité de vivres distribués dans ce cadre par rapport aux prévisions</p>	<p>Rapports périodiques des partenaires coopérants</p> <p>Rapports périodiques du PAM</p>	<p>Volonté des enfants soldats de se faire démobiliser et de participer au processus de réintégration piloté par la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion (CONADER)</p> <p>Volonté politique du Gouvernement de mener à bien ce processus</p>
<p>Objectif stratégique 3: Faciliter l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables</p>			
<p>Résultat à moyen terme 3.1</p> <p>Stabilisation/réduction du taux de malnutrition parmi les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes, les personnes vivant avec le VIH et d'autres groupes vulnérables</p>	<p>3.1.1 Taux de malnutrition aiguë globale < 10% (parmi les moins de 5 ans), les femmes enceintes ou les mères allaitantes et les personnes vivant avec le VIH (IMC > 17).</p> <p>3.1.2 80 % de taux de récupération nutritionnelle dans les CNT</p>	<p>1. Enquêtes nutritionnelles</p> <p>2. Données secondaires provenant d'autres organisations (UNICEF, PRONANUT, etc.)</p>	<p>1. Les partenaires du PAM (Gouvernement, organismes des Nations Unies, ONG, autres) s'attaquent aux autres causes sous-jacentes de la malnutrition.</p> <p>2. Les personnes vivant avec le VIH/sida ont accès aux anti-rétroviraux .</p>
<p>Résultat à court terme 3.1</p> <p>Fourniture de vivres en quantité suffisante et en temps voulu à environ 322 600 enfants sous-alimentés, 37 500 femmes enceintes et mères allaitantes, 1 037 400 membres de familles (filet de sécurité) et 42 000 personnes vivant avec le VIH</p>	<p>3.1.1 Nombre de bénéficiaires par catégorie, sexe et groupe d'âge ayant reçu des vivres dans le cadre de l'amélioration de la nutrition</p> <p>3.1.2 Quantités et types de produits distribués par catégorie de bénéficiaires dans le cadre de l'amélioration de la nutrition</p>	<p>1. Rapports périodiques des partenaires coopérants</p> <p>2. Visite de terrain/Rapports périodiques du PAM</p>	<p>1. Capacité opérationnelle des partenaires coopérants de mettre en œuvre des projets de nutrition-VIH/sida</p>



ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT ÉTABLIE POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10608.0

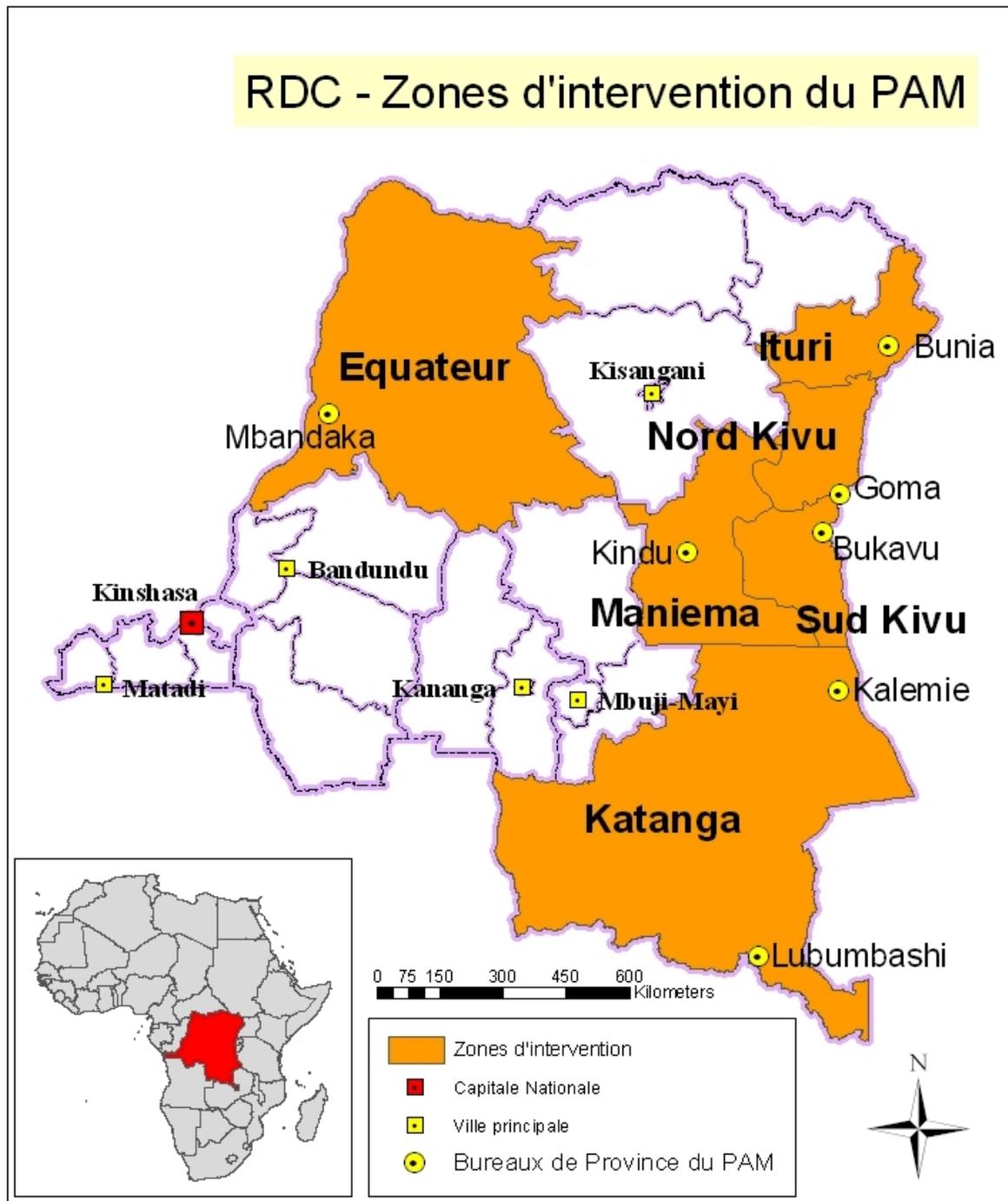
Chaîne des résultats (modèle logique)	Indicateurs de résultats	Sources de vérification	Hypothèses et risques
Objectif stratégique 4: Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle			
Résultat à moyen terme 4.1 Augmentation de la fréquentation/assiduité des filles et des garçons inscrits dans les écoles et centres de formation bénéficiant de l'aide du PAM	4.1.1 Taux de fréquentation des filles et garçons inscrits dans des écoles assistées par le PAM \geq 80%	1. Rapports périodiques des partenaires coopérants 2. Visite de terrain/Rapports périodiques du PAM	1. Les cantines fonctionnent à la satisfaction des élèves, enseignants et parents d'élèves 2. La situation sécuritaire permet aux élèves (filles surtout) de se rendre à l'école
Résultat à moyen terme 4.2 Capacité accrue des filles et des garçons de se concentrer et d'apprendre en classe dans les écoles et centres de formation bénéficiant de l'aide du PAM	4.2.1 Perception par les enseignants de la valeur du repas scolaire en ce qu'il améliore la capacité des élèves de se concentrer et d'apprendre en classe	1. Rapports périodiques des partenaires coopérants 2. Visite de terrain/Rapports périodiques du PAM 3. Statistiques du Ministère de l'éducation	1. Les enseignants sont bien formés et réguliers à l'école 2. Existence d'infrastructures adéquates et de matériel didactique
Résultat à moyen terme 4.3 Réduction des disparités entre filles et garçons dans les écoles et centres de formation bénéficiant de l'aide du PAM	4.3.1 Ratio filles/garçons dans les écoles et centres de formation appuyés par le PAM	1. Visite de terrain/Rapports périodiques du PAM 2. Suivi par le PAM des données dérivées des enquêtes	1. Les repas scolaires encouragent les parents à inscrire leurs enfants (surtout les filles) à l'école 2. Promotion de la scolarisation des filles par d'autres intervenants (UNICEF, Gouvernement)
Résultat à court terme 4.1 Fourniture de vivres en quantité et en temps voulu à 415 600 élèves du primaire	4.1.1 Nombre de filles et de garçons recevant une aide alimentaire dans les écoles assistées par le PAM (par rapport au nombre prévu);	1. Rapports périodiques des partenaires coopérants 2. Visites de terrain/Rapports périodiques du PAM	Le PAM dispose de ressources alimentaires et financières pour répondre aux besoins des cantines scolaires



ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT ÉTABLIE POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 10608.0			
Chaîne des résultats (modèle logique)	Indicateurs de résultats	Sources de vérification	Hypothèses et risques
	4.1.2 Quantité de vivres distribués au titre du programme d'alimentation scolaire		Les parents sont encouragés à envoyer leurs enfants à l'école et dans les espaces d'éveil communautaires
Objectif stratégique 5: Aider les gouvernements à élaborer et gérer des programmes nationaux d'aide alimentaire			
Résultat à court terme 5.1 Formation de la contrepartie nationale à l'évaluation des besoins en cas de crise et à la gestion des stocks stratégiques	5.1.1 Nombre de personnes formées à l'évaluation des besoins et à la gestion des stocks stratégiques par rapport aux prévisions	1. Rapport sur les sessions de formation	1. Volonté du Gouvernement de prendre en main la gestion des crises 2. Le personnel est motivé pour acquérir des connaissances/des capacités pour réagir aux crises



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	coûts d'appui directs
CAF	Cadre d'assistance de pays
CAI	coûts d'appui indirects
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires
CNS/CNT	Centre nutritionnel supplémentaire/thérapeutique
COMPAS	Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits
CONADER	Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion
CTO	Centre de transit et d'orientation
DSCRP	Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces de libération du Rwanda
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OCC	Office congolais de contrôle
ODK	Bureau régional de Kampala (Afrique orientale et centrale)
OMD	objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAH	Plan d'action humanitaire
PAM	Programme alimentaire mondial
PNML	Programme national multisectoriel de lutte contre le sida
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRONANUT	Programme national de nutrition
TIEM	transport intérieur, entreposage et manutention



TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs